Le verdict des urnes : Trump et les républicains paient la facture du chaos



En reprenant le contrôle des deux chambres du Congrès, les démocrates infligent aux républicains une défaite majeure et adressent un avertissement clair à Donald Trump. Le scrutin ne met pas fin à sa présidence, mais il ouvre une nouvelle période de confrontation à Washington : enquêtes parlementaires, auditions, demandes de documents et affrontements sur les pouvoirs de l'exécutif pourraient marquer les deux dernières années de son mandat.

Le quotidien des Américains a rattrapé la politique spectacle

Le coût de la vie, les droits de douane et la guerre avec l'Iran ont pesé sur le vote. Selon les sondages de sortie des urnes rapportés par l'Associated Press, de nombreux électeurs ont exprimé leur frustration face aux prix, aux choix économiques de l'administration et à l'action du président. Les inquiétudes relatives à la corruption et au manque de contre-pouvoirs ont également compté.

Donald Trump a souvent présenté la confrontation comme une preuve de force : guerre commerciale, tensions avec les alliés, menaces contre les adversaires et décisions spectaculaires. Mais cette politique a un coût. Les droits de douane alimentent l'incertitude, tandis que la guerre avec l'Iran pèse sur les marchés et les prix de l'énergie. La rhétorique de la puissance ne suffit plus lorsque les ménages ressentent les conséquences des décisions présidentielles dans leur vie quotidienne.

Une annonce sur Israël qui a ressemblé à un geste électoral

Le matin du scrutin, alors que les Américains se rendaient aux urnes, Donald Trump a annoncé que les États-Unis mettraient fin à leur aide militaire annuelle à Israël à la fin de l'année. Il a expliqué qu'Israël n'avait plus besoin de cette aide et qu'elle était devenue un argument utilisé contre les républicains. Il a toutefois précisé que les ventes d'armes américaines se poursuivraient. L'annonce n'était

accompagnée d’aucun détail sur sa mise en œuvre, alors que l’accord d’aide actuel court jusqu’en 2028.

Le moment choisi a donné à cette déclaration l’allure d’un revirement de dernière minute destiné à limiter les dégâts électoraux. Elle ne répond pas, à elle seule, aux critiques sur le soutien américain à Israël pendant la guerre à Gaza. Elle souligne plutôt la difficulté de l’administration à concilier ses engagements, les divisions de l’opinion américaine et les calculs de campagne.

Le Congrès pourrait ouvrir plusieurs fronts d’enquête

À partir de janvier, les commissions du Congrès auront davantage de moyens pour contrôler l’administration et, si nécessaire, assigner des témoins ou réclamer des documents. Les élus démocrates ont déjà annoncé plusieurs pistes de travail. Elles pourraient concerner la gestion des dossiers Jeffrey Epstein, les activités commerciales de membres de la famille Trump, les contrats publics attribués sans appel d’offres, les dons privés liés à des projets de la Maison-Blanche et d’éventuelles contreparties liées à l’usage du pouvoir de grâce. Des élus ont aussi évoqué la politisation du ministère de la Justice et du FBI, ainsi que certaines nominations et décisions de l’administration.

L’immigration pourrait devenir un autre dossier majeur. Des démocrates ont annoncé vouloir examiner les opérations de l’ICE, les conditions des expulsions et des cas d’usage de la force, notamment après la mort de deux personnes à Minneapolis lors d’interventions d’agents de l’immigration. Ils pourraient aussi enquêter sur des allégations de

violations des droits civils et sur les méthodes employées dans certaines campagnes d'arrestations.

Ces enquêtes ne signifient pas que les accusations évoquées sont déjà prouvées. Elles sont des pistes de contrôle parlementaire et devront être examinées sur la base de documents, de témoignages et de procédures régulières. L'administration pourrait contester les demandes du Congrès, ce qui ouvrirait de nouveaux bras de fer juridiques. La victoire démocrate rend ces investigations possibles ; elle ne garantit ni leur aboutissement ni leurs conclusions.

La guerre avec l'Iran et les choix internationaux sous surveillance

La politique étrangère ne sera pas épargnée. Des responsables démocrates ont annoncé vouloir examiner les décisions de l'administration concernant la guerre avec l'Iran et ses opérations au Venezuela. Le Congrès pourrait aussi demander des comptes sur la politique envers l'Ukraine et la Russie : l'aide accordée à Kyiv, les conditions de son financement et les déclarations de Washington sur de possibles négociations avec Moscou. Cette surveillance ne signifie pas que le Congrès dirigera directement la diplomatie, mais elle peut compliquer le financement et l'exécution des choix présidentiels.

La capture du président vénézuélien Nicolás Maduro par les forces américaines, en janvier, a déjà soulevé de graves questions sur l'usage de la force et la souveraineté d'un État. Maduro a dénoncé son enlèvement. Pour ses critiques, l'opération illustre une politique qui invoque l'ordre

international tout en recourant à des méthodes dont la légalité et les conséquences restent vivement contestées.

La confrontation avec la Cour pénale internationale constitue un autre enjeu. En octobre, les États-Unis ont imposé des sanctions à la Cour en tant qu'institution, après des mesures visant des juges et des procureurs. Le gouvernement américain a présenté cette politique comme une défense de ses intérêts et de sa souveraineté ; la Cour a rejeté les sanctions. Le Congrès pourrait donc être appelé à examiner les conséquences de cette campagne sur les relations avec les alliés et sur la capacité des institutions internationales à agir.

Une défaite qui change le rapport de force

Cette victoire démocrate ne constitue pas un blanc-seing pour l'opposition. Elle traduit d'abord le souhait d'une partie de l'électorat de freiner le pouvoir présidentiel et de demander des comptes à l'administration. Les démocrates devront prouver qu'ils peuvent exercer ce contrôle avec rigueur et répondre aux difficultés concrètes des Américains.

Donald Trump voulait faire de sa présidence une démonstration de puissance. Les urnes rappellent qu'un président ne peut pas gouverner indéfiniment par les annonces, les affrontements et les revirements sans en payer le prix politique. **À Washington, la défaite des républicains ouvre désormais une bataille sur les responsabilités, les choix de guerre et les limites du pouvoir présidentiel.**

Comité éditorial ObservActu.ch